Extraits d'un entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec ITélé le 7 novembre 2013, sur l'assassinat de deux journalistes de RFI au Mali, le sort des otages français, la situation en Syrie et en Centrafrique et sur le nucléaire iranien.

2013-11-07

Q - Al Qaïda au Maghreb Islamique revendique l'assassinat des deux journalistes de RFI. Tout d'abord, cette revendication est-elle authentifiée ?

R - Nous sommes en train de la vérifier mais elle semble plausible parce que des revendications précédentes d'AQMI avaient été publiées de la même façon.

Q - En sait-on un peu plus sur ce qui s'est réellement passé ? Est-ce que l'idée d'un enlèvement qui aurait mal tourné parce que la voiture est tombée en panne est maintenant l'hypothèse la plus crédible ?

R - On sait un certain nombre de choses. Je ne vous parle que des choses dont on est sûr. Comme vous le savez, il y a les enquêtes et des informations doivent être couvertes pour le moment par le secret.

La première chose que l'on sait d'une manière certaine, c'est qu'à 13 heures 10, nos deux compatriotes sont sortis. Ils ont été kidnappés par une voiture. L'alerte a été déclenchée mais il n'y a pas eu de contacts entre les hélicoptères et les véhicules qui ont été envoyés et la voiture des ravisseurs.

Q - Pourquoi cette voiture des ravisseurs s'est-elle arrêtée soudainement ?

R - Il y a différentes hypothèses, notamment celle d'une panne du véhicule des ravisseurs. En tous cas, ce qui est certain c'est que cette voiture s'est arrêtée dans le désert et que c'est à ce moment-là que nos deux compatriotes ont été assassinés par deux rafales de balles. Quatre balles pour l'une et sept balles pour l'autre.

Q - Est-il exact que l'on a trouvé dans le véhicule des documents, des numéros de téléphone dit-on, c'est-à-dire des indices sérieux ?

R - On entre là dans ce que l'enquête pour le moment doit couvrir par le secret. Les ravisseurs ont été poursuivis mais on ne les a pas rattrapés. Ensuite, bien sûr, instruction a été donnée de toute une série de réactions et c'est ce à quoi vous faites allusion.

Q - Si cette revendication est la bonne, cela veut dire qu'il y a une sorte de nouveau degré franchi dans la guerre qu'AQMI veut faire à la France, puisque la revendication dit bien qu'il faut punir la France pour ses crimes contre l'Azawad, donc contre le Mali.

R - Ce n'est pas nouveau, malheureusement, mais il faut revenir à deux choses simples.

D'une part, il faut se rappeler qu'au mois de janvier dernier, les mêmes - AQMI et les autres - étaient sur le point de prendre le contrôle de l'intégralité du Mali. C'est l'intervention de la France avec, ensuite, les forces internationales, les forces maliennes, qui a permis de faire reculer toutes ces forces, et puis de permettre une élection démocratique. Il y a un président maintenant.

Q - Mais ils reviennent, les forces reviennent.

R - Personne n'a jamais dit que ce serait facile. Mais la démocratie a été rendue au Mali. La situation dans la zone de Kidal reste difficile. Il peut toujours y avoir des actes de commandos.

Notre recommandation est évidente : non seulement dans cette zone du Mali mais aussi dans l'ensemble du Sahel, il convient de rester extrêmement vigilant et prudent. Je le dis en particulier parce que le problème se pose souvent vis-à-vis des journalistes.

Q - «Ce crime ne restera pas impuni» a dit l'Élysée hier. Quel type de représailles envisagez-vous ?

R - Je ne m'étendrai pas là-dessus.

Q - Avez-vous des nouvelles de Serge Lazarevic sans doute détenu par ce groupe ou un groupe proche ?

R - D'abord, nous avons pu sortir de leur captivité les quatre otages d'Arlit ; ils ont été réceptionnés à Niamey. Ensuite, nous les avons ramenés en France et on ne peut que s'en réjouir. Il y a eu un contact mais bref entre tel ou tel de ces otages et M. Lazarevic. Sans entrer dans les détails, l'ensemble de nos services est mobilisé pour essayer de le libérer.

Q - Mais pas de nouvelles récentes ?

R - Je ne dirai rien de plus, à la fois sur lui et les autres otages, puisqu'il y a sept otages qui restent captifs.

Q - Avec la libération des otages d'Arlit et avec la polémique sur la rançon, est-ce que cela n'a pas relancé, si j'ose dire, le «marché aux Français», le marché aux otages français dans cette zone ?

R - Non. À chaque fois qu'il y a des libérations - et je me rappelle que j'avais eu le bonheur de pouvoir aussi participer à la libération de la famille Moulin-Fournier - il y avait eu aussi les mêmes éléments. Nous avons défini notre position, nous n'en changeons pas. Vous m'excuserez, mais je sais que vous comprenez tout cela, la règle est toujours la même : il faut être discret parce que si on donne une indication, même après-coup, elle risque de se retourner contre ceux qu'on veut protéger et puis efficacité. On travaille énormément dans ce domaine.

Q - La France militairement sera au Mali, sera au Sahel durant de nombreuses années ?

R - Notre intention n'est pas celle-là. Une politique a été définie. Il fallait intervenir, sinon le Mali allait devenir la proie des terroristes et, avec le Mali, c'était l'ensemble de l'Afrique qui était menacée. C'est très près de nous : si vous passez l'Algérie, nous sommes déjà en Méditerranée. Donc ce n'est pas seulement pour les Africains que nous sommes intervenus, mais également pour nous.

Nous avons actuellement près de trois mille hommes au Mali. Nous allons réduire cette présence après les élections législatives qui vont avoir lieu dans quelques jours. En rythme normal, nous allons descendre à mille soldats. Ils resteront actifs dans la lutte antiterroriste et pourront être utiles à la fois au Mali et dans l'ensemble du Sahel.

Q - Avez-vous des nouvelles des quatre journalistes retenus en Syrie ?

R - Je vous l'ai dit : efficacité, discrétion.

Q - Pas de traces de vie ? Pas de preuves de vie ?

R - Oui. J'ai dit aux familles, il y a déjà un certain nombre de semaines, que nous avions eu des traces de vie.

Q - Genève II, qui doit régler diplomatiquement, politiquement le problème syrien, est encore repoussé. Est-ce qu'on ne s'est pas fait avoir par Bachar Al-Assad ? Est-ce qu'on n'est pas encore dans l'enlisement ?

R - Non. Genève II est nécessaire, mais il faut que cela donne des résultats.

Il y a en fait en Syrie trois groupes de forces. Il y a Bachar Al-Assad le dictateur qui, malheureusement, s'est fait connaître par ses oeuvres tristes. Notre analyse, c'est qu'il ne peut pas durablement rester au pouvoir, c'est une évidence. Quand il y a cent vingt mille personnes qui ont été tuées, plusieurs millions de gens qui sont affamés, qui sont sur les

routes, c'est épouvantable. Mais il dispose d'une force importante et il est soutenu par les Russes et par les Iraniens.

Vous avez à l'autre extrême, même s'il y a des complicités entre eux, des groupes terroristes qui se sont développés avec le temps.

Nous avons au milieu, si je puis dire, les forces d'opposition modérées, celles que nous soutenons. Quand je dis «nous», ce n'est pas seulement les Français, c'est tout un ensemble de pays, notamment les pays européens, mais aussi les États-Unis, la Ligue arabe, etc. Il faut essayer - parce qu'il n'y a pas de solution militaire -, de faire en sorte qu'il y ait une négociation - cela s'appelle Genève II - dont l'objet est de créer un gouvernement de transition pour remplacer Bachar, avec d'une part des éléments du régime - mais pas Bachar - et de l'autre, l'opposition modérée. C'est très difficile parce que Bachar, au fur et à mesure que Genève II approche, dit : «Pourquoi est-ce que j'enverrais des gens pour me remplacer» ; et l'opposition, elle, qui doit se battre sur deux fronts, a aussi ses propres problèmes.

Nous, Français, voulons une négociation, mais une négociation qui aboutisse à des résultats. C'est très compliqué.

Q - L'Iran sera autour de la table à Genève ?

R - J'ai vu le ministre des affaires étrangères iranien il y a deux jours. Nous avons parlé de cela et la question fondamentale, c'est que ceux qui sont autour de la table doivent accepter l'objectif de Genève. On ne peut pas participer à une conférence si on n'est pas d'accord avec la conférence. Or l'objectif de Genève, c'est d'avoir un gouvernement de transition qui remplace Bachar Al-Assad et là-dessus, pour le moment, l'Iran est assez ambigu.

Q - Yasser Arafat a été empoisonné au polonium 210, c'est un laboratoire suisse qui le dit sur la foi d'analyses. En savez-vous plus et confirmez-vous cette hypothèse ?

R - Cette rumeur a existé depuis longtemps.

Q - Là, ce sont des analyses.

R - Une instruction judiciaire est en cours et je m'en remets à elle.

Q - Vous vous occupez aussi en Afrique du dossier de la République centrafricaine, que je voudrais rattacher aussi à la République démocratique du Congo, même si les deux sont séparées. On a l'impression qu'on est soit au bord de la paix et de la stabilité, soit au bord du chaos. Quelle est votre position ?

R - En République démocratique du Congo, la situation s'est un peu améliorée, parce que le M23, qui était un mouvement rebelle, a été battu largement ; tant mieux.

Concernant la République centrafricaine, je renouvelle le cri d'alarme lancé par François Hollande, aux Nations unies, il y a quelques semaines. C'est un petit pays, avec une population peu nombreuse, mais où des exactions considérables sont commises, et où des famines menacent. Il n'y a pas, comme vous le savez, de président légitimement élu, donc il faut que les pays africains de la région s'en préoccupent. Ils commencent à le faire. La France porte internationalement cette voix et il faut véritablement avec l'Europe, que nous nous saisissions pleinement de cette question, comme nous le faisons.

Q - En envoyant des soldats ?

R - Nous avons déjà quatre cents soldats là-bas, et il y a deux mille cinq cents soldats des forces africaines. Mais la question, surtout aujourd'hui, est humanitaire. Il s'agit d'empêcher les affrontements religieux. Au départ, il s'agissait d'une affaire humanitaire, déjà très grave, mais qui tend à dégénérer en affrontements entre les chrétiens, qui forment la majorité de la population, et les musulmans. Nous allons donc - c'est notre rôle en France d'aider les Africains, d'aider à la paix - faire en sorte qu'internationalement cela soit vraiment pris en compte.

Q - Sur les écoutes de la NSA, Est-ce que l'Amérique va comprendre et changer ses pratiques ?

R - Il le faut. On comprend bien qu'il faille se défendre contre le terrorisme - nous le faisons - mais il n'est pas acceptable d'espionner l'ensemble des citoyens et d'espionner des partenaires et des entreprises. Nous l'avons dit de manière très incisive aux Américains.

D'ailleurs, hier, je recevais mon homologue mexicain et nous avons l'intention, Mexique et France ensemble, de prendre des initiatives qui rejoindront ce que les Allemands et les Brésiliens ont fait ensemble au plan international.

Q - La France prévoit-elle des mesures pour protéger ses ressortissants dans les zones de guerre où son armée opère ? Vous avez parlé de prudence tout à l'heure pour les journalistes, mais pour les Français de l'étranger ?

R - Nous avons des zones que nous considérons plus ou moins sûres. Il y a des zones, en particulier au Sahel, mais pas seulement, où nous disons qu'il ne faut pas aller. Lorsque l'on nous demande d'aider à y aller, nous disons «non». Nous sommes donc extrêmement vigilants. Par exemple en Libye, dans certaines parties de la Tunisie, et dans d'autres zones encore, nous disons qu'il y a «tension maximale».

Q - Y compris la Tunisie qui est une zone touristique ?

R - La Tunisie connaît une situation difficile. Nous ne devons pas porter tort à la Tunisie qui vit en partie du tourisme. Les Tunisiens sont nos amis et il faut les soutenir mais, dans le

même temps, il y a eu un attentat, une tentative d'attentat à Sousse, à Monastir ; il y a donc un équilibre à trouver pour nos recommandations.

Nous protégeons, à chaque fois que nous avons des forces sur place, nos ressortissants. Pour ce qui concerne évidemment les réseaux diplomatiques, nous avons pris des mesures très particulières.

(...)

Q - Est-il exact que la France bloque un éventuel accord sur le nucléaire iranien en étant, comme le dit le ministre des affaires étrangères iranien, trop intransigeante ?

R - J'ai vu le ministre des affaires étrangères iranien l'autre jour. Le lendemain, il publiait dans le quotidien Le Monde une interview dans laquelle il ne tenait pas exactement le même discours. Avec moi, ce ministre, qui est un diplomate très capable et intelligent, a dit que la France avait fait des propositions très intéressantes, que c'était très positif et que nous devions être leader - «you must take the lead». Dans Le Monde, c'était une autre déclaration : la France est plus dure que les États-Unis et bloque les négociations. Quelle est la réalité ? Il y a de la part des Iraniens un changement de ton mais nous, ce que nous voulons, c'est un changement de fond sur la question du nucléaire iranien. C'est assez simple, nous disons - quand je dis «nous» ce n'est pas simplement la France, ce sont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et la communauté internationale - que pour ce qui est du nucléaire civil, l'Iran peut parfaitement avoir le droit de l'utiliser ; mais pour la bombe atomique, c'est non.

Q - Ça va bouger ?

R - Nous essayons de mettre cela en musique. Alors, il y a quelques questions assez techniques : Vont-ils avoir le droit d'enrichir de l'uranium ? À combien ? À 20 %, 3,5 ? Que deviennent les usines de Fordo, d'Arak... ? Nous discutons de tout cela. Nous souhaitons avancer par la négociation mais cela n'avancera que si l'Iran accepte de faire les concessions que lui demande la communauté internationale.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 18 novembre 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/189510-extraits-dun-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etra